



SA ESKER

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 9.801.052 Euros
Siège social : 10, Rue des Emeraudes
Immeubles "GEO CHAVEZ" à LYON (69006)
331 518 498 RCS LYON

Comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

TABLE DES MATIERES

BILAN CONSOLIDE	2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	3
ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	4
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	5
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	6
1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation	6
2. Périmètre de consolidation	11
3. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie	12
NOTE 1 : Informations sectorielles	12
NOTE 2 : Immobilisations incorporelles	12
NOTE 3 : Immobilisations corporelles	13
NOTE 4 : Contrat de location financement	14
NOTE 5 : Autres créances et comptes de régularisation	15
NOTE 6 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement	15
NOTE 7 : Capitaux propres	15
NOTE 9 : Plans de stocks options, actions gratuites et bons de souscription d'actions	16
NOTE 10 : Provisions	17
NOTE 11 : Emprunts et dettes financières	18
NOTE 12 : Autres dettes et comptes de régularisation	18
NOTE 13 : Chiffre d'affaires	19
NOTE 14 : Dépenses de recherche et développement	19
NOTE 15 : Frais de personnel	19
NOTE 16 : Résultat financier	20
NOTE 17 : Résultat exceptionnel	20
NOTE 18 : Impôts sur les bénéfices	20
NOTE 19 : Résultat par action	21
NOTE 20 : Transactions avec les parties liées	22
NOTE 21 : Engagements hors bilan et passifs éventuels	22
NOTE 22 : Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe	23
NOTE 23 : Evénements post-clôture	23

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Ecarts d'acquisition		0	0
Immobilisations incorporelles	2	6 458	5 521
Immobilisations corporelles	3/4	2 450	2 835
Immobilisations financières		529	408
Actif immobilisé		9 437	8 764
Stocks		89	100
Créances clients		10 124	10 058
Impôts différés actifs		1 190	1 298
Autres créances et comptes de régularisation	5	2 020	1 509
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	6	13 411	11 393
Actif circulant		26 834	24 358
TOTAL ACTIF		36 271	33 122
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Capital social		9 801	9 413
Primes d'émission		17 714	17 040
Résultat consolidé		3 188	3 001
Réserves consolidées		-12 046	-13 902
Capitaux propres	7	18 657	15 552
		<i>Dont Part du groupe</i>	<i>18 657</i>
		<i>Dont Intérêts minoritaires</i>	<i>0</i>
Provisions pour risques et charges	10	502	375
Emprunts et dettes financières	11	1 450	2 019
Dettes fournisseurs		2 919	2 714
Dettes fiscales et sociales		5 209	5 222
Impôts différés passifs		41	60
Autres dettes et comptes de régularisation	12	7 493	7 180
Dettes		17 112	17 195
TOTAL PASSIF		36 271	33 122

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	31/12/13	% CA	31/12/12	% CA
Chiffre d'affaires	13	41 116	100,0%	40 260	100,0%
Production immobilisée	14	2 762	6,7%	2 384	5,9%
Autres produits d'exploitation		294	0,7%	353	0,9%
Achats consommés		-1 046	-2,5%	-1 009	-2,5%
Variations de stocks		-20	0,0%	10	0,0%
Autres charges d'exploitation		-12 594	-30,6%	-11 917	-29,6%
Charges de personnel	15	-23 214	-56,5%	-22 527	-56,0%
Impôts et taxes		-755	-1,8%	-725	-1,8%
Dotations nettes aux amortissements		-2 715	-6,6%	-2 372	-5,9%
Dotations nettes aux provisions		55	0,1%	-192	-0,5%
Résultat d'exploitation		3 883	9,4%	4 265	10,6%
Résultat financier	16	6	0,0%	38	0,1%
Résultat courant des entreprises intégrées		3 889	9,5%	4 303	10,7%
Résultat exceptionnel	17	60	0,1%	-16	0,0%
Impôts sur les résultats	18	-761	-1,9%	-1 286	-3,2%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0	0,0%	0	0,0%
Résultat net		3 188	7,8%	3 001	7,5%
<i>Résultat par action en euros</i>		<i>0,68</i>		<i>0,64</i>	
<i>Résultat dilué par action en euros</i>		<i>0,63</i>		<i>0,60</i>	

ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Prime d'émission	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Réserves consolidées	Capitaux Propres Groupe
Situation au 31 décembre 2011	9 163	16 842	-114	2 640	-15 136	13 395
Résultat reporté à nouveau				-2 090	2 090	0
Résultat de l'exercice				3 001		3 001
Variation des écarts de conversion			104			104
Options de souscription d'actions	250	198				448
Actions propres					-625	-625
Dividendes				-550		-550
Autres mouvements					-221	-221
Situation au 31 décembre 2012	9 413	17 040	-10	3 001	-13 892	15 552
Résultat reporté à nouveau				-2 345	2 345	0
Résultat de l'exercice				3 188		3 188
Variation des écarts de conversion			-319			-319
Options de souscription d'actions	354	486				840
Actions propres					-111	-111
Dividendes	34	188		-656		-434
Autres mouvements					-59	-59
Situation au 31 décembre 2013	9 801	17 714	-329	3 188	-11 717	18 657

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net consolidé	3 188	3 001
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité:		
- Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 827	2 501
- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	79	159
- Produits de cession d'éléments d'actif	-120	-90
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	5 974	5 571
Charges d'impôts	761	1 287
Impôts payés	-645	-1 367
Intérêts payés et reçus	84	66
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	-130	-556
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	6 044	5 001
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-3 386	-3 606
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	72	90
Augmentation, diminution des immobilisations financières	-120	-11
Investissement dans une entreprise associée		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-3 434	-3 527
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-659	-550
Augmentation de capital ou apports		
Frais d'augmentation de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice d'options de souscription d'actions	1 063	447
(Augmentation) Diminution des actions propres		
Remboursement d'emprunt - contrats de location financement	-653	-826
Augmentation des dettes financières		48
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-249	-881
VARIATION DE TRESORERIE	2 361	593
Incidences des variations de taux de change	-343	-47
Trésorerie à l'ouverture	11 393	10 847
Trésorerie à la clôture	13 411	11 393

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation

■ Arrêté des comptes

Les comptes consolidés du groupe Esker au 31 décembre 2013 ont été arrêtés par le Directoire et présentés pour approbation au Conseil de surveillance du 20 mars 2014.

■ Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés sont présentés conformément au règlement CRC 99-02 et son actualisation issue du CRC 2005-05, et du CRC 2000-06 et tiennent compte du règlement 99-03 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs, et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

■ Périmètre et critère de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les titres de participation des sociétés non contrôlées par le groupe Esker, mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont évalués en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée en section 2 de la présente annexe.

■ Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euro sont convertis au cours moyen de change de la période ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée. Les écarts de conversion sont présentés distinctement dans les capitaux propres.

■ Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- La prise en compte des engagements de retraite et autres avantages du personnel,
- Le retraitement des contrats de location financement,
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement,
- La comptabilisation des écarts de conversion actifs et passifs en charges et produits de la période.

■ Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Les principales estimations faites par La Direction portent notamment sur les hypothèses retenues pour

- l'évaluation et la dépréciation des actifs corporels et incorporels (notes 2 et 3)
- le calcul des impôts différés (note 18)
- l'évaluation des engagements de retraite (note 10)
- l'évaluation des provisions (note 10).

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes.

■ Goodwill (écart d'acquisition)

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition, augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini, sur une durée déterminée en fonction des objectifs retenus lors de l'acquisition. Cette durée n'excède pas 10 ans. Par ailleurs, si les objectifs retenus lors de l'acquisition viennent à être sensiblement modifiés, un amortissement exceptionnel ou une modification du plan d'amortissement est comptabilisé au-delà des amortissements pratiqués.

■ Immobilisations incorporelles

Frais de développement

En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- l'entreprise a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le groupe Esker concernent essentiellement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Ils sont principalement constitués des coûts salariaux.

Au titre de l'activité de développement du groupe, deux catégories d'activité doivent être distinguées :

- **les activités de développements visant à créer de nouveaux produits ou à apporter de nouvelles fonctionnalités aux produits existants**, pour lesquels les critères de capitalisation définis par la norme IAS 38 sont appréciés par les équipes de marketing et de R&D au moment du lancement de ces projets
- **les activités de développements visant à maintenir les produits existants** (adaptation aux nouveaux systèmes d'exploitation, maintenance corrective...), qui ne remplissent pas les conditions requises par la norme et ne sont donc pas immobilisés.

Les dépenses de développement immobilisées sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, comprise entre 1 et 5 ans. Les dépenses correspondant à des projets non encore finalisés à la date de clôture sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et donnent lieu à des tests de dépréciation (voir note sur la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ci-après).

Les autres dépenses de recherche et développement, ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, sont comptabilisées directement en charges de l'exercice.

Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité soit 5 ans.

■ Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Direction.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle (toutefois considérée comme nulle dans la plupart des cas). Le mode linéaire est en général retenu sur les durées d'utilité estimées suivantes

- Installations générales : de 5 à 8 ans
- Matériel de transport : de 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : de 2,5 à 8 ans
- Mobilier : 5 ans

Contrats de location financement

En application de la méthode préférentielle, les contrats de location transférant à Esker les risques et avantages inhérents à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés en immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière à leur juste valeur ou, si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations correspondantes sont amorties selon les modalités décrites ci-dessus.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

■ Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Les immobilisations corporelles et incorporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test de perte de valeur est réalisé au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie et les immobilisations incorporelles en cours (projets de développement).

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'UGT correspond aux centres de profits autour desquels le groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Ces centres de profits correspondent généralement aux entités juridiques.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat.

■ Stocks et en cours

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou de leur valeur nette de réalisation.

■ Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété correspondant généralement à la livraison pour les ventes de biens et à la réalisation de la prestation pour les activités de services.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

■ Actions propres

Les actions de long terme de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition, net des frais d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et n'impactent pas le résultat de l'exercice.

■ Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités se composent de soldes bancaires et de fonds de caisses.

Les valeurs mobilières de placement ont une échéance court terme, elles sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les pertes et profits en résultant sont comptabilisés au compte de résultat.

Les variations de trésorerie sont analysées dans le tableau de flux de trésorerie présenté selon la méthode indirecte.

■ Provisions

Les provisions sont constituées lorsque les organes de Direction du groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue, dont le coût est évaluable de manière fiable.

Des provisions pour litiges peuvent notamment être constituées dans le cadre des litiges connus dans lesquels le groupe est impliqué. A la date d'arrêté des comptes, un examen de ces litiges est réalisé par la Direction et par des conseils extérieurs le cas échéant afin d'évaluer le montant nécessaire de provision à constituer pour couvrir les risques estimés.

■ Avantages au personnel

Plans de retraite

Dans la plupart des filiales, le groupe a une obligation de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes gérant les programmes de retraite. Ces cotisations sont comptabilisées en charges dès lors qu'elles sont encourues. Aucun autre engagement n'est lié à ces contributions.

Par ailleurs, en application de la loi française, le groupe a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé dans le respect de la convention collective applicable (SYNTEC) et repose notamment sur les éléments suivants :

- âge estimé de départ en retraite,
- ancienneté du personnel à la date de départ en retraite,
- probabilité de présence des salariés dans l'entreprise à l'âge de départ en retraite,
- taux d'augmentation des salaires,
- taux d'actualisation.

Aucun autre engagement de retraite n'est comptabilisé dans les autres filiales du groupe compte tenu de leur caractère non significatif ou de l'absence d'obligation légale en la matière.

Autres avantages à long terme

En application de la législation locale, la filiale italienne a l'obligation de verser une allocation aux salariés lors de leur départ, quel qu'en soit le motif (démission, retraite...). Cette allocation est calculée sur la base du salaire annuel et de l'ancienneté des salariés, et fait l'objet d'une réévaluation annuelle indexée sur un taux d'inflation communiqué par le gouvernement italien.

■ Impôts sur les résultats et impôts différés

Les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés selon la méthode du report variable.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future paraît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont compensés au sein d'une même entité fiscale. Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

■ Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt en France.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année en cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues.

Compte tenu du caractère définitivement acquis du crédit d'impôt recherche indépendamment de la situation fiscale du Groupe, il a été décidé de classer ce produit en « autres produits d'exploitation ».

■ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé de manière générale lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise et lorsque le montant des produits peut être estimé de manière fiable, et plus spécifiquement à la date de transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

Dans le cadre de son activité, le chiffre d'affaires du groupe est principalement constitué de ventes de licences, de contrats de prestation de maintenance et de prestations de services associées (formation et assistance à la mise en œuvre), de ventes de services accessibles à la demande via internet (externalisation des envois de fax et courriers) et de fourniture de matériel (cartes fax).

- Les ventes de licences et de matériel sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de livraison,
- Les produits relatifs aux contrats de maintenance sont comptabilisés en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée totale du contrat. Dans le cas de contrats portant sur l'exercice en cours et les exercices suivants, des produits constatés d'avance sont comptabilisés à la clôture de l'exercice pour la partie des contrats correspondant aux exercices futurs,
- Les prestations de service liées aux ventes de logiciels sont comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation.

Les autres prestations de services sont constatées en chiffre d'affaires à leur date de réalisation.

2. Périmètre de consolidation

Aucune variation du périmètre de consolidation n'a été constatée au cours de l'exercice 2013.

Sociétés	Sièges	2013		2012		Méthode de consolidation (1)
		Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt	
ESKER SA	Lyon (France)	Société consolidante				
ESKER GmbH	Munich (Allemagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Ltd	Derbyshire (Royaume-Uni)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Srl	Milan (Italie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Iberica SI	Madrid (Espagne)	99,8%	99,8%	99,8%	99,8%	I. G.
ESKER Inc	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Australia Pty Ltd	Sydney (Australie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation Asia Pte Ltd	Singapour	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation (M) Sdn Bhd	Kuala Lumpur (Malaisie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Solution Canada Inc	Montréal (Canada)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.

(1) : I.G. : Intégration Globale

3. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie

NOTE 1 : Informations sectorielles

Informations relatives aux produits et services

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Vente de logiciels	3 521	4 435
Vente de cartes fax	688	691
Contrats de maintenance et mise à jour	8 860	9 508
Prestations de services	6 135	6 447
Trafic	21 912	19 180
CHIFFRE D'AFFAIRES	41 116	40 260

Informations relatives aux zones géographiques

Au 31 décembre 2013 <i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	14 536	1 937	2 609	2 345	2 695	16 994	41 116
Immobilisations corporelles et incorporelles	8 256	3	17	140	82	410	8 908

Au 31 décembre 2012 <i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	13 426	2 231	2 601	2 463	3 031	16 508	40 260
Immobilisations corporelles et incorporelles	7 658	5	42	106	125	420	8 356

Informations relatives aux principaux clients

Sur l'exercice 2013, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 2,0 % du chiffre d'affaires total du groupe.

Sur l'exercice 2012, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 1,9 % du chiffre d'affaires total du groupe.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013			31/12/2012
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Logiciels et autres	911	819	92	117
Frais de développement	12 402	7 438	4 964	4 631
Immobilisations incorporelles en-cours	1 402		1 402	773
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 715	8 257	6 458	5 521

Les frais de développement capitalisés à l'actif sont constitués des éléments suivants :

- coûts engagés dans le cadre du développement des logiciels de dématérialisation,
- coûts liés au développement de l'activité « On Demand » de l'ensemble de nos solutions.

■ Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013

Au 31/12/2013 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Logiciels et autres	975	17	-50		-21	921
Frais de développement	10 269	0		2 132		12 401
Immobilisations incorporelles en-cours	773	2 762		-2 132		1 403
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	12 017	2 779	-50	0	-21	14 725
Logiciels et autres	858	38	-50		-16	830
Frais de développement	5 638	1 799				7 437
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	6 496	1 837	-50	0	-16	8 267
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	5 521	942	0	0	-5	6 458

Les variations constatées concernent principalement les frais de développement qui ont été immobilisés sur la période, et portent notamment sur les développements de nos solutions en mode SaaS (Esker On Demand et FlyDoc), activés tous les semestres.

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Au 31/12/2012 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Logiciels et autres	918	69	-4		-8	975
Frais de développement	8 280	0		1 989		10 269
Immobilisations incorporelles en-cours	378	2 384		-1 989		773
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	9 576	2 453	-4	0	-8	12 017
Logiciels et autres	830	38	-4		-6	858
Frais de développement	4 245	1 393				5 638
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	5 075	1 431	-4	0	-6	6 496
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	4 501	1 022	0	0	-2	5 521

NOTE 3 : Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	31/12/2013			31/12/2012
	Valeur Brute	Amortisse- ments	Valeur Nette	Valeur Nette
Matériel de bureau informatique	2 440	1 837	603	509
Installations et agencements	1 030	591	439	419
Matériel et outillage	3 363	2 046	1 317	1 790
Matériel de transport	43	30	13	23
Mobilier	400	323	77	94
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 276	4 827	2 449	2 835

■ Variations constatées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2013

Au 31/12/2013 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Matériel de bureau informatique	2 457	443	-389		-71	2 440
Installations et agencements	967	144	-71		-10	1 030
Matériel et outillage	3 940		-546		-31	3 363
Matériel de transport	65	2	-24			43
Mobilier	404	19	-7		-16	400
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES	7 833	608	(1 037)		(128)	7 276
Matériel de bureau informatique	1 948	278	-331		-58	1 837
Installations et agencements	548	115	-65		-7	591
Matériel et outillage	2 150	440	-530		-14	2 046
Matériel de transport	42	12	-24			30
Mobilier	310	32	-6		-13	323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS	4 998	877	-956		-92	4 827
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES	2 835	(269)	-81		-36	2 449

Pas d'investissement majeur sur la période.

■ Variations constatées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2012

Au 31/12/2012 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Matériel de bureau informatique	2 406	279	-190		-38	2 457
Installations et agencements	846	242	-116	-4	-1	967
Matériel et outillage	3 590	634	-284			3 940
Matériel de transport	67		-2			65
Mobilier	412	14	-21	4	-5	404
Immobilisations en cours						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES	7 321	1 169	(613)		(44)	7 833
Matériel de bureau informatique	1 911	262	-190		-35	1 948
Installations et agencements	446	135	-31	-1	-1	548
Matériel et outillage	1 864	496	-211		1	2 150
Matériel de transport	34	10	-2			42
Mobilier	297	37	-21	1	-4	310
IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS	4 552	940	-455		-39	4 998
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES	2 769	229	-158		-5	2 835

NOTE 4 : Contrat de location financement

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Au 31 décembre 2011	3 312	-1 719	1 593
Augmentation	479	-418	61
Diminution	-287	211	-76
Ecart de conversion	2	-2	0
Au 31 décembre 2012	3 506	-1 928	1 578
Augmentation	0	-359	-359
Diminution	-545	530	-15
Ecart de conversion	0	0	0
Au 31 décembre 2013	2 961	-1 757	1 204

Les engagements relatifs aux contrats de location financement s'analysent de la manière suivante au titre des exercices clos au 31 décembre 2013 et 2012 :

En milliers d'Euros	31/12/2013				31/12/2012			
	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Total des loyers futurs minimaux	407	634	0	1 041	407	1 041	0	1 448
Valeurs actualisées des paiements minimaux	383	587	0	970	391	970	0	1 361

NOTE 5 : Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros	Valeur Nette 31/12/13	Valeur Nette 31/12/12
Créance d'impôt	784	469
Autres créances fiscales	374	339
Autres créances	267	188
Charges constatées d'avance	595	513
TOTAL AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION	2 020	1 509

NOTE 6 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2013, la trésorerie dont dispose le Groupe comprend les éléments suivants :

En milliers d'euros	Valeur Nette 31/12/13	Valeur Nette 31/12/12
Valeurs mobilières de placement	3 015	2 830
Disponibilités	10 396	8 563
TOTAL DISPONIBILITES ET VMP	13 411	11 393

Les valeurs mobilières de placement correspondent à des SICAV monétaires et des comptes à terme sans risque de perte de valeur.

NOTE 7 : Capitaux propres

	Valeur (en milliers d'euros)	Nombre d'actions
Capital social au 31/12/2011	9 163	4 581 657
Augmentation de capital	83	41 500
Levée de stock-options et de bons de souscriptions d'actions	167	83 590
Capital social au 31/12/2012	9 413	4 706 747
Augmentation de capital	93	46 589
Levée de stock-options et de bons de souscriptions d'actions	295	147 190
CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2013	9 801	4 900 526

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre

financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées. Les capitaux propres suivis par le groupe intègrent les mêmes composantes que les capitaux propres consolidés.

Un dividende de 0,14 € par action a été versé sur la période.

NOTE 8 : Actions propres

La part du capital social détenu en propre par le groupe a évolué de la manière suivante au cours de l'exercice 2013 :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Nombre d'actions propres détenues à l'ouverture	122 410	49 709
Achats d'actions (contrat de liquidité)	71 126	135 736
Ventes d'actions (contrat de liquidité)	-67 532	-63 035
Levées d'option d'achats	0	0
Nombre d'actions propres détenues à la clôture	126 004	122 410

NOTE 9 : Plans de stocks options, actions gratuites et bons de souscription d'actions

Les caractéristiques des plans d'options de souscription, d'achats d'actions et de bons de souscriptions d'actions non échus au 31 décembre 2013 sont présentées ci-dessous :

Type	Dates		Prix d'exercice en euros	Nombre d'options			Solde
	attribution	expiration		attribuées	exercées	échues ou perdues	
Plan de souscription	09/01/06	08/01/16	4,96	128 524	45 195	24 713	58 616
Plan de souscription	04/07/06	03/07/16	5,58	99 630	19 930	5 302	74 398
Plan de souscription	02/01/07	01/01/17	7,21	88 796	24 824	37 724	26 248
Plan de souscription	02/07/07	01/07/17	10,12	69 606	16 512	21 260	31 834
Plan de souscription	08/07/08	07/07/18	4,07	68 600	19 900		48 700
Plan de souscription	03/04/09	02/04/19	2,74	118 300	26 848	15 932	75 520
Plan de souscription	01/06/10	31/05/20	6,37	48 000	5 938	1 406	40 656
Plan de souscription	12/09/11	11/09/21	5,44	67 400	4 568	3 750	59 082
Plan de souscription	10/04/12	09/04/22	8,26	19 750	375	2 500	16 875
Plan de souscription	01/10/12	30/09/22	9,44	56 000		6 000	50 000
Plan de souscription	19/04/13	18/09/23	13,04	27 500			27 500
TOTAL PLANS DE SOUSCRIPTION				792 106	164 090	118 587	509 429
Bons de souscription d'actions	23/06/04	22/06/19	3,88	200 000	128 800		71 200
TOTAL BSA				200 000	128 800	0	71 200
Actions gratuites	10/04/12	09/04/14		28 500			28 500
Actions gratuites	19/04/13	18/04/15		46 300			46 300
TOTAL ACTIONS GRATUITES				74 800	0	0	74 800

Les variations du nombre d'options, d'actions gratuites et de bons de souscriptions d'actions attribués au personnel du groupe au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2013 se présentent de la manière suivante :

	Options de souscription d'actions		Bons de souscription d'actions		Actions Gratuites attribuées, non émises	
	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €
Solde à exercer au 31/12/2012	603 576	5,89	110 700	3,88	58 000	6,83
Quantité attribuée	27 500	13,04			46 300	13,10
Quantité exercée	-107 690	5,83	-39 500	3,88	-29 500	5,44
Quantité échue ou perdue pour cause de départ	-13 957	7,86				
Solde à exercer au 31/12/2013	509 429	6,23	71 200	3,88	74 800	11,26

NOTE 10 : Provisions

	31/12/2012	Augmentation, dotation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés, repris au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/13
<i>En milliers d'euros</i>						
Provisions pour risques et charges	21	75		-15		81
Engagements de retraite	354	103	-36			421
TOTAL PROVISIONS	375	178	-36	-15	0	502

Les engagements de retraite sont constitués d'engagements relatifs aux départs à la retraite des salariés de la société Esker France et de l'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie.

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite des salariés de la société Esker France ont été évalués conformément à la méthode décrite dans les principes et méthodes comptables. Le passif correspondant s'élève à 220 K€ au 31/12/2013 et a été calculé sur la base des hypothèses suivantes :

Hypothèses d'évaluation des engagements de retraite en France

• Taux d'actualisation	3,00%
• Taux de croissance des salaires	2,50%
• Age de départ en retraite cadre	67 ans
• Taux de turnover des salariés	10,58%

Par ailleurs, l'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie s'élève à 202 K€ au 31/12/2013 et s'analyse de la manière suivante :

	31/12/2012	Augmentation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/2013
<i>En milliers d'euros</i>					
Allocation de départ Esker Italie	185	53	-16		202

NOTE 11 : Emprunts et dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/13	31/12/12
OSEO anvar	327	455
Contrat de location financement	1 030	1 425
Emprunt bancaire	93	139
TOTAL DETTES FINANCIERES	1 450	2 019

Dettes financières OSEO Anvar

Au cours de l'exercice 2006, OSEO Anvar a attribué à la société Esker France une aide à l'innovation d'un montant total de 580 K€ concernant son projet de développement d'une infrastructure de dématérialisation à la demande de l'acheminement du courrier. Les sommes de 230 K€ chacune ont été versées au cours du 2^{ème} semestre 2006 et au cours du premier semestre 2007. Le solde de 120 K€ a été versé par OSEO Anvar en mars 2008.

Sauf échec technique ou commercial du programme, l'aide attribuée doit être remboursée selon un échéancier échelonné sur 4 ans à compter du 30/09/2009. Les remboursements de 100 K€ et 130 K€ ont été effectués en 2009 et 2010. Un troisième remboursement de 130 K€ a été effectué sur le deuxième semestre 2011.

Au cours de l'exercice 2008, OSEO Anvar a attribué à la société Esker France deux aides à l'innovation d'un montant total de 995 K€.

Une première aide d'un montant de 450 K€ concernait son projet de développement d'une usine courrier dématérialisée entièrement paramétrable. Une somme de 180 K€ avait été versée par OSEO Anvar à ce titre. En décembre 2010, la société a décidé d'abandonné ce projet et le remboursement des 180 K€ a été effectué le 31 janvier 2011.

La deuxième aide d'un montant de 545 K€ concerne son projet de développement de ses solutions de dématérialisation en mode SaaS (Software as a Service). Une somme de 218 K€ a été versée par OSEO Anvar à ce titre en janvier 2009 et juillet 2010. Le solde a été versé sur le second semestre 2011.

Sauf échec technique ou commercial du programme, l'aide attribuée doit être remboursée selon un échéancier échelonné sur 4 ans à compter du 31/03/2012. A partir de 2012, la société a commencé les remboursements, à hauteur de 90 K€ pour 2012 et 128 K€ pour 2013.

Contrat de location financement

La dette financière comptabilisée est la contrepartie de l'immobilisation des contrats de location financement, tel que décrit dans la note 4 ci-dessus.

NOTE 12 : Autres dettes et comptes de régularisation

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/13	31/12/12
Produits constatés d'avance	5 777	5 679
Dépôts et cautions clients	1 687	1 491
Autres dettes	29	10
TOTAL AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION	7 493	7 180

Les produits constatés d'avance concernent principalement les contrats de maintenance dont le chiffre d'affaires est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

NOTE 13 : Chiffre d'affaires

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Vente de logiciels	3 521	4 435
Vente de cartes fax	688	691
Contrats de maintenance et mise à jour	8 860	9 508
Prestations de services	6 135	6 447
Trafic	21 912	19 180
CHIFFRE D'AFFAIRES	41 116	40 260

NOTE 14 : Dépenses de recherche et développement

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Dépenses de R&D de la période	-4 115	-4 052
Frais de développement immobilisés	2 762	2 384
Amortissements des frais de développement immobilisés	-1 799	-1 394
DEPENSES DE R&D NON IMMOBILISEES	-3 152	-3 062

L'analyse des dépenses de développement immobilisées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2013 est présentée dans la Note 2.

NOTE 15 : Frais de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Rémunération du personnel	17 440	17 020
Charges sociales	5 774	5 507
FRAIS DE PERSONNEL	23 214	22 527

Le détail de l'effectif par pays est présenté ci-après :

	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	TOTAL
Effectif au 31/12/2013	167	6	14	14	19	87	307
Effectif au 31/12/2012	152	5	12	15	17	80	281
Effectif au 31/12/2011	143	4	13	15	18	78	271

NOTE 16 : Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Produits financiers	118	120
Résultat de change	-78	-5
Charges financières	-34	-77
RESULTAT FINANCIER	6	38

NOTE 17 : Résultat exceptionnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	65	1
Résultat exceptionnel sur opérations en capital	48	-17
Dotations et reprises exceptionnelles	-53	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	60	-16

NOTE 18 : Impôts sur les bénéfices**Analyse de la charge d'impôts de la période**

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/13	31/12/12
(Charge) / Produit d'impôt exigibles	-683	-1 020
(Charge) / Produits nets d'impôts différés	-78	-266
(CHARGE) / PRODUIT D'IMPÔT TOTAL	-761	-1 286

Impôts différés au bilan

Les variations d'impôts différés au bilan s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	IMPÔT DIFFERE ACTIF	IMPÔT DIFFERE PASSIF
Solde au 31 décembre 2011	1 552	(95)
Impôt différés de la période constatés en résultat	-253	35
Effet des variations de taux de change	-1	0
Solde au 31 décembre 2012	1 298	(60)
Impôt différés de la période constatés en résultat	-110	19
Effet des variations de taux de change	2	0
Solde au 31 décembre 2013	1 190	(41)

Au 31 décembre 2013, le groupe dispose de déficits fiscaux reportables n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif, pour les valeurs suivantes présentées selon leur date d'expiration :

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
2013		585
2014	222	222
2015	212	212
2016	310	310
> 2016	8 335	9 801
TOTAL	9 079	11 130
<i>Dont report illimité</i>	<i>7 277</i>	<i>8 926</i>

Preuve d'impôt

En milliers d'euros	31/12/13	31/12/12
Résultat net	3 188	3 001
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	0	0
- Charge / Produit d'impôt comptabilisé (-/+)	-761	-1 286
Résultat net avant impôt	3 949	4 287
Taux d'impôt de droit commun de la société mère	33,33%	33,33%
Charge / Produit d'impôt théorique (-/+)	-1 316	-1 429
Différences fiscales permanentes	483	184
Economie d'impôt sur déficit reportable	31	283
Non reconnaissance d'impôts différés actifs sur déficit reportable	-106	-259
Différences fiscales temporaires	81	6
Différence de taux	64	-90
Autres	2	19
CHARGE / PRODUIT D'IMPÔT COMPTABILISÉ (-/+)	-761	-1 286

NOTE 19 : Résultat par action

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions approprié. Pour le calcul du résultat net par action, le nombre d'actions retenu est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier tenant compte de la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le nombre d'action retenu pour le calcul du résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend notamment en compte le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action, complété du nombre de stock-options et bons de souscriptions d'actions t d'actions gratuites dilutifs.

	31/12/2013		31/12/2012	
	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions
Bases de calcul du résultat par action	3 188 000	4 685 699	3 001 000	4 706 747
Stock-options ayant un effet dilutif		272 582		207 850
Actions gratuites ayant un effet dilutif		81 573		50 163
Bons de souscriptions d'actions ayant un effet dilutif		45 269		62 494
Bases de calcul du résultat dilué par action	3 188 000	5 085 123	3 001 000	5 027 254
Résultat par action	0,68		0,64	
Résultat dilué par action	0,63		0,60	

NOTE 20 : Transactions avec les parties liées**Relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker détenues majoritairement**

Dans le cadre des relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker des facturations sont réalisées sur les éléments suivants :

- ventes de produits par la société mère à ses filiales
- royalties
- refacturation de dépenses marketing
- refacturation de frais de personnel
- intérêts sur avances financières consenties

L'ensemble de ces transactions sont réalisées à des conditions normales, et sont intégralement éliminées dans les comptes consolidés.

Autres transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages de toutes natures versés aux mandataires sociaux, considérés comme des parties liées à la société, sont présentés ci-après.

AU 31/12/2013 En milliers d'euros	Rémunération versée (base brute)	Nature de la rémunération versée			
		Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Jetons de présence
Membres du Directoire	467	288	169	11	0
Membres du Conseil de Surveillance	78	60			18
TOTAL	545	348	169	11	18

NOTE 21 : Engagements hors bilan et passifs éventuels

Les engagements et passifs éventuels sont listés ci-dessous.

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	TOTAL	Paiements dus par période			Charge de la période
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dettes à long terme	-				
Obligations en matière de location financement	Information mentionnée dans la Note 5 de l'annexe				
Contrats de location simple	4 900	1 457	3 357	85	1 490
Obligations d'achat irrévocables	-				
Autres obligations long terme	-				
TOTAL	4 900	1 457	3 357	85	1 490

La majorité des contrats de locations portent sur les locaux occupés par les sociétés du Groupe. La durée (de 3 à 10 ans), les clauses d'indexation et de renouvellement prévues par les contrats sont propres à chaque pays.

Les autres contrats de locations concernent des machines de mise sous plis et affranchissement en France ainsi qu'une flotte de véhicules.

Autres engagements donnés et reçus (en milliers d'euros)	TOTAL	Montants des engagements par période		
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit(*)	0			
Lettres de crédit	-			
Garanties	-			
Obligations de rachat	-			
Nantissements, hypothèses et sûretés réelles	-			
Autres engagements donnés	-			
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES				
Autres engagements reçus				
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS				

* lignes de crédit autorisées mais non utilisées : 500 K€

NOTE 22 : Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

	Deloitte & Associés				Orfis Baker Tilly				Autres			
	2013		2012		2013		2012		2013		2012	
	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%
AUDIT												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
- Emetteur	35 360	55%	34 650	55%	28 940	45%	28 350	45%	0	0%	0	0%
- Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	31 935	62%	30 933	60%	19 190	38%	20 310	40%
Missions accessoires												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
Sous-Total Audit	35 360	31%	34 650	30%	60 875	53%	59 283	52%	19 190	17%	20 310	18%
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique, fiscal, social												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement									12 608	100%	13 046	100%
Autres												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
Sous-Total Autres prestations	0		0		0		0		12 608	100%	13 046	100%
TOTAL	35 360	28%	34 650	27%	60 875	48%	59 283	47%	31 798	25%	33 356	26%

NOTE 23 : Evénements post-clôture

Aucun événement particulier n'a été identifié.